

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)

(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 11 AVRIL 2020

N° 2020 - 80

N° RG 20/01556 -
N° Portalis
DBVK-V-B7E-ORY
G

Décision déferée au premier président :

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 10 avril 2020 enregistrée au répertoire général sous le n°20/290.

ENTRE :

MONSIEUR LE
PROCUREUR
GENERAL

MONSIEUR LE PROCUREUR GENERAL
Près la Cour d'Appel de Montpellier
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER

C/

Appelant

M. LE
DIRECTEUR DU
CENTRE
HOSPITALIER
REGIONAL

représenté par Monsieur Serge CAVAILLEZ, Substitut Général

ET :

Renée
SALVAGNAC

M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
Hôpital de la Colombière
Secteur MONTPELLIER VILLE II
34295 MONTPELLIER CX 5
non comparant

Madame Renée SALVAGNAC
né le 27 Mars 1976 à
de nationalité Française
non comparante et représentée par Maître Christelle GIRARD

DEBATS

L'affaire a été débattue le 11 Avril 2020, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Nicolas RIEUCAUD greffier et mise en délibéré au 11 avril 2020

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère déléguée par ordonnance du premier président et Nicolas RIEUCAUD, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 10 Avril 2020,

Vu l'appel formé le 10 Avril 2020 par **MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE** reçu au greffe de la cour le 10 Avril 2020,

Vu la décision du conseiller déléguée par ordonnance du premier président en date du 10 avril 2020 donnant un effet suspensif à la décision du juge des libertés et de la détention.

PRÉTENTIONS DES PARTIES

L'hôpital La Colombière a adressé au greffe de la cour un avis médical de contre-indication exceptionnelle de comparution devant le juge, en date du 11 avril 2020, ainsi rédigé "compte tenu des mesures de confinement en lien avec la prévention du Covid-19, et l'absence de matériel nécessaire pour effectuer l'audience par télétransmission empêche une audience en présentiel"

Le représentant du ministère public en la personne de Monsieur Serge CAVAILLEZ, Substitut Général en ses réquisitions soutient l'appel du procureur de la République de Montpellier et l'infirmité de l'ordonnance contestée.

L'avocat de **Madame Renée SALVAGNAC** soutien oralement les conclusions envoyées par fax le 10 avril 2020 et indique que le certificat médical de situation ne figure pas au dossier.

MOTIFS

Sur le moyen tiré de la violation du principe du contradictoire et d'un procès équitable :

Selon l'article 55 de la Constitution française du 4 octobre 1958:

"Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie.

Ratifiée le 3 mai 1974, la Convention Européenne des Droits de l'Homme fait partie de l'ordre juridique interne et s'impose au juge, tenu d'appliquer les lois en conformité avec la Convention et, le cas échéant, d'écarter celles se révélant incompatibles avec la norme supérieure.

Et selon l'article 66 de la Constitution française du 4 octobre 1958 :

"Nul ne peut être arbitrairement détenu. L'autorité judiciaire, gardienne de la liberté individuelle, assure le respect de ce principe dans les conditions prévues par la loi."

Des articles de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme:

Article 6

“1. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle.

Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice.

2. Toute personne accusée d'une infraction est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.

3. Tout accusé a droit notamment à :

a. être informé, dans le plus court délai, dans une langue qu'il comprend et d'une manière détaillée, de la nature et de la cause de l'accusation portée contre lui ;

b. disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense ;

c. se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas les moyens de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent ;

d. interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la convocation et l'interrogation des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge ;

e. se faire assister gratuitement d'un interprète, s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience. »

Article 5 :

1. Toute personne a droit à la liberté et à la sûreté. Nul ne peut être privé de sa liberté, sauf dans les cas suivants et selon les voies légales :

a. s'il est détenu régulièrement après condamnation par un tribunal compétent;

b. s'il a fait l'objet d'une arrestation ou d'une détention régulières pour insoumission à une ordonnance rendue, conformément à la loi, par un tribunal ou en vue de garantir l'exécution d'une obligation prescrite par la loi;

c. s'il a été arrêté et détenu en vue d'être conduit devant l'autorité judiciaire compétente, lorsqu'il y a des raisons plausibles de soupçonner qu'il a commis une infraction ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire à la nécessité de l'empêcher de commettre une infraction ou de s'enfuir après l'accomplissement de celle-ci;

d. s'il s'agit de la détention régulière d'un mineur, décidée pour son éducation surveillée ou de sa détention régulière. afin de le traduire devant l'autorité compétente;

e. s'il s'agit de la détention régulière d'une personne susceptible de propager une maladie contagieuse, d'un aliéné, d'un alcoolique, d'un toxicomane ou d'un vagabond;

f. s'il s'agit de l'arrestation ou de la détention régulières d'une personne pour l'empêcher de pénétrer irrégulièrement dans le territoire, ou contre laquelle une procédure d'expulsion ou d'extradition est en cours.

2. Toute personne arrêtée doit être informée, dans le plus court délai et dans une langue qu'elle comprend, des raisons de son arrestation et de toute accusation portée contre elle.

3. Toute personne arrêtée ou détenue, dans les conditions prévues au paragraphe 1.c du présent

article, doit être aussitôt traduite devant un juge ou un autre magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires et a le droit d'être jugée dans un délai raisonnable, ou libérée pendant la procédure. La mise en liberté peut être subordonnée à une garantie assurant la comparution de l'intéressé à l'audience.

4. Toute personne privée de sa liberté par arrestation ou détention a le droit d'introduire un recours devant un tribunal, afin qu'il statue à bref délai sur la légalité de sa détention et ordonne sa libération si la détention est illégale.

5. Toute personne victime d'une arrestation ou d'une détention dans des conditions contraires aux dispositions de cet article a droit à réparation.

Article 13 :

1. "Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles."

2. Un des principaux aspects du procès équitable dégagé par la Cour européenne réside dans le principe d'égalité des armes, qui « implique l'obligation d'offrir à chaque partie une possibilité raisonnable de présenter sa cause, .. dans des conditions qui ne la placent pas dans une situation de net désavantage par rapport à son adversaire ».

Dans le cadre de la crise sanitaire et de l'état d'urgence sanitaire due à la pandémie au coronavirus COVID - 19, par application de l'ordonnance n° 2020-304 du 25 mars 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété et qui dispose notamment :

En son article 7 : « Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des parties et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

Lorsqu'une partie est assistée d'un conseil ou d'un interprète, il n'est pas requis que ce dernier soit physiquement présent auprès d'elle.

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées. »

Et en son article 8 : « Lorsque la représentation est obligatoire ou que les parties sont assistées ou représentées par un avocat, le juge ou le président de la formation de jugement peut décider que la procédure se déroule selon la procédure sans audience. Elle en informe les parties par tout moyen.

A l'exception des procédures en référé, des procédures accélérées au fond et des procédures dans lesquelles le juge doit statuer dans un délai déterminé, les parties disposent d'un délai de quinze jours pour s'opposer à la procédure sans audience. A défaut d'opposition, la procédure est exclusivement écrite. La communication entre les parties est faite par notification entre avocats. Il en est justifié dans les délais impartis par le juge. »

La juge des libertés et de la détention de Montpellier a rendu une décision le 10 avril 2020 sans audience ainsi que les mesures dérogatoires de l'article 8 de l'ordonnance susvisée le lui permettaient telles que précisées par une circulaire du 26 mars 2020 n° NOR : JUSC2 2008609C

, en ayant pris soin par avis des parties et de leur conseil, de le préciser et de leur donner la possibilité de présenter des observations par écrit, que Me Amandine Girard, avocate a établies et communiqués au juge, puisque le tribunal judiciaire de Montpellier, fermé partiellement au public en raison de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19 en a décidé ainsi que la première juge le rappelle dans son ordonnance.

La juge des libertés et de la détention relève que si l'assistance ou la représentation de la personne hospitalisée sans son consentement est obligatoire, malgré le refus de la personne hospitalisée sans son consentement de s'entretenir avec elle, l'avocate désignée a pu prendre connaissance de la procédure et communiquer des conclusions en vue d'asseoir sa décision de mainlevée de l'hospitalisation complète de l'intéressée, au motif que le principe du contradictoire aurait été violé en l'absence de débat par visio-conférence, alors qu'il est visé dans la décision attaquée de ce que l'hôpital psychiatrique La Colombière à Montpellier ne dispose pas de système de visio-conférence et qu'en l'état de l'état d'urgence sanitaire décrété par l'Etat jusqu'au 24 mai 2020, les dispositions réglementaires susdites visant les hypothèses de l'absence de dispositif de télécommunication audiovisuelle, de panne, de la possibilité d'une communication par téléphone, ou encore sans audience tout en précisant que seul le juge est compétent pour décider de tenir une audience en présentiel de toutes les parties.

Or, la juge des libertés et de la détention de Montpellier le 10 avril 2020 à 9 heures a rendu une décision sans audience, selon son propre choix, le tribunal judiciaire n'étant pas fermé aux justiciables et avocats convoqués à une audience.

En conséquence, la juge des libertés et de la détention de Montpellier ne peut dans une même ordonnance, fonder sa décision de mainlevée de l'hospitalisation complète de l'intéressée sur la violation du principe du contradictoire du fait que la justiciable n'aurait pas été assistée ou représentée par un avocat et du fait de l'absence de débat contradictoire par visio-conférence alors que les modalités de tenue de l'audience lui appartiennent '- visioconférence et si impossibilité par audiocommunication et qu'elle a choisi de rendre une décision sans audience par communication de conclusions écrites.

L'avocate soutient que le droit à la représentation n'a pu avoir lieu à défaut de contact visuel avec la patiente qui lorsqu'elle consent à parler au téléphone avec l'avocat, ce dernier ignore si son interlocutrice est bien la patiente intéressée par la procédure, contestant être appelé sur son portable personnel par la direction de l'hôpital qui est partie à l'instance en tant que demandeur au maintien en hospitalisation complète.

Il est constant que la situation de crise sanitaire grave que connaît le monde et notamment la France depuis le 12 mars 2020 avec un confinement national décidé le 17 mars 2020 est une circonstance insurmontable pour tout un chacun privé de sa liberté d'aller et de venir et que des dispositions de confinement empêchant le déroulement normal des procédures, ne permettent dans certains cas qu'un contact téléphonique à telle enseigne qu'il est actuellement admis que les instances judiciaires peuvent se dérouler selon le contact téléphonique entre magistrats, avocats, parquet.

Il convient donc de rejeter ce moyen.

Sur le Fond :

- Sur le moyen tiré de l'absence de délégation de signature de la décision de maintien en date du 4 avril 2020 et de l'acte de saisine du 6 avril 2020 :

Le 5 avril 2020, J.L Marchand, directeur de garde et par délégation du directeur général du CHU de Montpellier, hôpital psychiatrique la Colombière, décidait du maintien des soins psychiatriques pour une durée d'un mois après 72 heures sous la forme d'une hospitalisation complète.

Le 9 avril 2020 l'acte de saisine du juge des libertés et de la détention a été signé par JP Bouchard, directeur adjoint des services aux patients santé publique et affaires juridiques par délégation du directeur.

Il est contesté la qualité de l'auteur de l'acte de maintien d'hospitalisation du 5 avril 2020 et l'acte de saisine du 9 avril 2020, qui n'a pas été signée par le directeur de l'hôpital et dont il n'est pas justifié de la délégation.

Cependant, l'article L.6147-7 du CSP prévoit que le directeur d'un établissement public peut déléguer sa signature.

Il résulte des pièces du dossier, que la décision de maintien des soins de la personne en hospitalisation complète a été prise pour le directeur par délégation par le directeur de garde M Marchand, et l'acte de saisine par M Bouchard dont les noms et qualités sont expressément mentionnés, permettant leur identification;

L'administration n'avait aucune obligation de joindre la délégation à l'acte de saisine sachant que cette délégation était consultable au service du greffe de l'hôpital ainsi qu'au recueil des actes de l'Hérault, le conseil du patient ayant ainsi la faculté d'en prendre connaissance.

En conséquence, il convient de rejeter le moyen soulevé qui n'a pas porté atteinte aux droits de l'intimée.

- sur le moyen tiré de l'absence de motivation du risque d'atteinte à l'intégrité physique et psychique du patient :

Par application de l'article L3212-1 « I.-Une personne atteinte de troubles mentaux ne peut faire l'objet de soins psychiatriques sur la décision du directeur d'un établissement mentionné à l'article L. 3222-1 que lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

1° Ses troubles mentaux rendent impossible son consentement ;

2° Son état mental impose des soins immédiats assortis soit d'une surveillance médicale constante justifiant une hospitalisation complète, soit d'une surveillance médicale régulière justifiant une prise en charge sous la forme mentionnée au 2° du I de l'article L. 3211-2-1.

II.-Le directeur de l'établissement prononce la décision d'admission :

1° Soit lorsqu'il a été saisi d'une demande présentée par un membre de la famille du malade ou par une personne justifiant de l'existence de relations avec le malade antérieures à la demande de soins et lui donnant qualité pour agir dans l'intérêt de celui-ci, à l'exclusion des personnels soignants exerçant dans l'établissement prenant en charge la personne malade. Lorsqu'il remplit les conditions prévues au présent alinéa, le tuteur ou le curateur d'un majeur protégé peut faire une demande de soins pour celui-ci. La forme et le contenu de cette demande sont fixés par décret en Conseil d'Etat.

La décision d'admission est accompagnée de deux certificats médicaux circonstanciés datant de moins de quinze jours, attestant que les conditions prévues aux 1° et 2° du I du présent article sont réunies.

Le premier certificat médical ne peut être établi que par un médecin n'exerçant pas dans l'établissement accueillant le malade ; il constate l'état mental de la personne malade, indique les caractéristiques de sa maladie et la nécessité de recevoir des soins. Il doit être confirmé par un certificat d'un second médecin qui peut exercer dans l'établissement accueillant le malade. Les

deux médecins ne peuvent être parents ou alliés, au quatrième degré inclusivement, ni entre eux, ni du directeur de l'établissement mentionné à l'article L. 3222-1 qui prononce la décision d'admission, ni de la personne ayant demandé les soins ou de la personne faisant l'objet de ces soins ;

2° Soit lorsqu'il s'avère impossible d'obtenir une demande dans les conditions prévues au 1° du présent II et qu'il existe, à la date d'admission, un péril imminent pour la santé de la personne, dûment constaté par un certificat médical établi dans les conditions prévues au troisième alinéa du même 1°. Ce certificat constate l'état mental de la personne malade, indique les caractéristiques de sa maladie et la nécessité de recevoir des soins. Le médecin qui établit ce certificat ne peut exercer dans l'établissement accueillant la personne malade ; il ne peut en outre être parent ou allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ni avec le directeur de cet établissement ni avec la personne malade.

Dans ce cas, le directeur de l'établissement d'accueil informe, dans un délai de vingt-quatre heures sauf difficultés particulières, la famille de la personne qui fait l'objet de soins et, le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé ou, à défaut, toute personne justifiant de l'existence de relations avec la personne malade antérieures à l'admission en soins et lui donnant qualité pour agir dans l'intérêt de celle-ci.

Lorsque l'admission a été prononcée en application du présent 2°, les certificats médicaux mentionnés aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 3211-2-2 sont établis par deux psychiatres distincts. »

Le 2 avril 2020 sur la foi du certificat médical du Dr Jérôme Tarayre, l'intimée a été admise en hospitalisation complète, par A Roussel-Hosotte, directrice des services patients, santé publique et affaires juridiques, en application des dispositions de l'article 3212-1-2° dans le cadre du péril imminent.

- sur le moyen tiré de l'absence de motivation de la décision de maintien en soins psychiatriques du 4 avril 2020 au delà du délai de 72 heures :

En l'espèce, il résulte de l'avis médical motivé du 9 avril 2020, que madame Renée Salvagnac a été admise en soins psychiatriques sous forme complète le 2 avril 2020 présente encore divers troubles, son état restant préoccupant, n'étant pas stabilisée, Elle reste fermée, opposante, présente des idées délirantes avec thématique mégalomaniaque et fait des projections sur la pandémie actuelle. Son maintien en hospitalisation complète étant nécessaire.

Il résulte de cet avis, concordant avec les certificats des 24 et 72 heures, ainsi que des circonstances dans lesquelles l'intéressé a été admis en soins sans consentement, que celle-ci se trouve toujours dans l'impossibilité de consentement pérenne aux soins et que persistent des risques avérés d'atteinte à l'intégrité du malade d'autrui.

La décision du maintien en hospitalisation complète du 8 avril 2020 étant parfaitement motivée, il convient de rejeter ce moyen comme étant inopérant.

- sur le moyen tiré de l'absence de recueil du consentement de la patiente ou absence de motivation de l'incapacité à consentir aux soins :

L'article L3 1211-3 alors ce venir du code de la santé publique prévoit notamment que la personne faisant l'objet de soins psychiatriques est informé le plus rapidement possible et d'une manière appropriée à son état du projet de maintien en soins psychiatriques, des décisions prises la concernant, de sa situation juridique, de ses droits, des voies de recours qui lui sont ouvertes et des garanties qui lui sont offertes en application de l'article L3 111-12-1.

En l'espèce, il résulte des mentions portées sur les certificats médicaux produits en annexes de la requête que ces formalités ont été accomplies le 5 avril 2020, les cases correspondantes des formulaires pré imprimés ayant été coché par les médecins qui ont établi ces certificats.

Aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe les modalités suivant lesquelles il doit être justifié de l'accomplissement de ces formalités.

L'avocat de la personne hospitalisée sous contrainte de démontre par aucune pièce ni autrement que les mentions portées sur les certificats médicaux seraient inexactes.

Or le juge ne saurait ajouter à la loi.

En conséquence ce moyen dirigé contre la régularité de la procédure ne saurait prospérer.

- Sur le moyen tiré du non-respect de l'obligation générale d'information par les praticiens sur le traitement proposé :

En l'état de la notification de ses droits à l'intéressée telle que développée dans le paragraphe susvisé, aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe les modalités suivant lesquelles les praticiens doivent informer les patients du traitement proposé, ce moyen sera rejeté.

En conséquence, il convient d'infirmier l'ordonnance déferée.

PAR CES MOTIFS

Le magistrat déléataire du Premier Président de la Cour d'Appel, statuant publiquement, après débats en audience publique, par décision réputée contradictoire.

Déclarons recevable l'appel formé par **Monsieur MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE**,

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Rejetons les demandes tenant à la régularité de la procédure,

Disons que les soins psychiatriques sans consentement dispensés à **Madame Renée SALVAGNAC** peuvent se poursuivre en hospitalisation complète,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

Le greffier



Le magistrat délégué

